

Le Whig de St. Landry.

VOL. I.]

OPELOUSAS, PAROISSE ST. LANDRY, LOUISIANE, JEUDI MATIN, 17 AVRIL 1845.

[N° 39.]

LE WHIG
EST PUBLIE TOUTES LES SEMAINES, PAR
JOSEPH ETTER.
Le Bureau est situé dans "Court street", en face de la
Maison de Cour.

CONDITIONS:
Abonnement.—Par an, payable d'avance, \$4 00
Deux, payable d'avance, \$8 00
Pour six mois, payable d'avance, sans exception, \$2 00
Avis.—Pour l'insertion d'un Carré de pas plus de dix
lignes, \$1 pour la première fois, 50 cents pour chaque
insertion subséquente. A moins qu'il n'en soit autrement
ordonné, les avis seront publiés en français et
en anglais, et paieront en conséquence. Une dé-
claration libérale sera faite pour les avis insérés pour
une longue période. Lorsque le temps de l'insertion
ne sera pas spécifié, elle sera continuée pendant deux
mois et paiera en conséquence; mais la publication
d'aucun avis, ou la continuation d'aucun avis, ou la
publication ne sera arrêtée, tant que le prix n'en aura point
été payé, et à moins que l'Éditeur n'en décide
autrement.

Le Whig de St. Landry.



OPELOUSAS, LA.

JEUDI MATIN, 17 AVRIL 1845.

JURY DE POLICE.—Dans la séance de lundi
dernier cette assemblée a nommé Messrs. Wm.
Moore, Th. Quirk, G. Cahana, Jno. Close et
F. Neda, membres d'un comité chargé de pour-
voir sans délai, aux réparations à faire à la mai-
son de cour. Nous voyons cette mesure avec
plaisir, le bâtiment la demande.

**RECULS DE SUCRE DANS LA PAROISSE ST.
LANDRY.**—Nous avons donné, la semaine passée
une Statistique des produits de la Paroisse pour
l'année 1844; nous en ferons autant pour l'année
1845, aussitôt que nous en aurons obtenu une
liste. Cependant nous avons touché de nous
procurer une aperçu du nombre de boucauts que
St Landry a fourni cette saison; nous trouvons
qu'il dépasse 1400, ce qui donne une augmenta-
tion de plus 700 Boucauts sur la saison dernière.
La saison prochaine dépassera de beaucoup cette
quantité.

Un bruit a couru, dans le pays, que l'in-
dennité accordée aux jurés, avait été supprimée,
par la Législature, dans sa dernière session;
ce bruit est mensonger. Cette erreur, sans doute,
a été causée par le rappel de la 3^e section d'un
acte intitulé.—Acte pour accorder une indemnité
aux jurés, approuvé en mars 1823. La lec-
ture de la dite section montrera que \$10 étaient
alloués comme Taxée, dans toutes les affaires,
où le montant réclamé s'élevait à plus de \$100.
Voilà la seule clause abrogée (et avec justice),
mais le salaire accordé aux jurés, reste le même
qu'il était antérieurement.

MORT DE L'HON. GILBERT LEONARD.—Le
Juge Gilbert Leonard, blessé dans un duel, il y
environ trois semaines, est mort mardi soir 8
heures, ses funérailles ont eu lieu le lendemain,
à 4 heures de relevé.

Le bateau de l'état est maintenant dans
notre bayou, travaillant activement à en retirer
les bois de dérive. Nous espérons qu'il ne nous
quittera pas sans l'avoir complètement débar-
assé.

ERRATA.—La vente de l'esclave appartenant
à la succession de Celine Thompson, annoncée
dans une autre colonne, comme devant avoir lieu
le 20, se fera Lundi prochain 21 de ce mois.

Le résultat des élections de district est comme
suit à Philadelphie: whig 4087; natif, 3852;
lococo, 2960. Les whigs ont emporté neuf
districts, les natifs deux, et les lococs un. Un
deux autres districts sont divisés. Les natifs ont
emporté Southward et Spring-Garden; mais
sont battus dans Northern-Liberty et Moyamen-
sing.

Une lettre de Vincennes, Indiana, écrite au
maître de poste de Louisville, annonce que la
malle de Vandalia a été volée le 18 février.

Suicide.—Un jeune homme de 24 ans, fils de
l'ingénieur Juge Boyle, s'est brûlé la cervelle,
chez lui dans l'Illinois. On ignore ce qui a pu
le porter à un tel acte de désespoir.

On lit dans le Savannah Republican du 27:
"Hier matin, un enfant est tombé à l'eau du
bord du navire anglais Sesostris. Le capitaine
McKenzie accourut, mais ne sachant pas nager,
criait de toutes ses forces pour appeler du secours.
Voyant que nul ne voulait porter secours à ce
malheureux, il se jeta lui-même à l'eau et le
sauva. Heureusement pour lui qu'un bateau ar-
rivait en ce moment, car sans ce secours en
quelque sorte providentiel le capitaine McKen-
zie périssait victime d'un dévouement qui serait
devenu inutile.

Un Présent inutile. M. Thomas Lloyd, Ins-
pecteur du port de Baltimore, fut jaloux de res-
ter en place, adressa à M. Polk, comme présent,
un cheval d'assez bonne tournure. Il paraît que
le présent n'a pas convenu beaucoup à M. Polk;
car il renvoya le cheval et destitua l'homme.

New Hampshire.—On a des retours presque
complets des dernières élections qui ont eu lieu
dans cet Etat. Steele, candidat lococo, sera
probablement réélu gouverneur par 10,000 voix
de majorité, ce qui fera une perte d'environ
200 voix sur la majorité de l'an dernier. John
Woodbury, le candidat régulier pour le Congrès
qui s'était prononcé en faveur de l'annexion, est
battu. La législature est nécessairement lococo
par une forte majorité.

NOUVELLES D'EUROPE.

Par le paquebot Louis Philippe, capitaine
Castoff, arrivé le 31 mars à New York, on a
reçu des nouvelles du Havre jusqu'au 8 mars.
Les débris du navire la Ville de Lyon et son
armement, vendus à l'encan au Havre, ont
rapporté environ cent mille francs.

La discussion de la loi des fonds secrets a
commencé le 5 mars à la Chambre des Pairs.
Le comte Molé a profité de cette circonstance
pour renouveler ses attaques contre le ministère.
Il a censuré la politique du cabinet en termes très
vifs. M. Guizot a répondu d'une manière non
moins vive. Le lendemain, 6, le débat a pris,
grâce à l'extrémité de M. de Boissy, une tour-
nure fort peu parlementaire.

M. le marquis de Boissy est un homme pro-
fessionnellement vain, mais sans aucune portée d'es-
prit, qui s'est imaginé pouvoir obtenir de l'influ-
ence dans la Chambre des Pairs en faisant de
l'opposition quand même. Malheureusement
pour lui, ses sorties violentes, qui contrastent si
fort avec le calme habituel et le ton de parfaite
urbanité de la noble Chambre, ont produit un
effet tout contraire à celui qu'il en attendait.
Il suffit qu'il défende une idée pour que tout le
monde soutienne l'idée contraire, car on serait
désolé d'être de l'avis d'un brouillon qui gate
tout ce qu'il touche.

Le 6, M. de Broisy arrive à la tribune,
comme d'usage, au milieu des témoignages des
moins équivoques de l'impatience de la Chambre.
Il fait remarquer, (observation neuve!) que le
vote sur la loi des fonds secrets était un vote de
confiance. Mais que sur 280 pairs, qui se trou-
vaient présents, il y en avait 151 recevant les
fonds de l'Etat. [Rires.] Il affirme qu'il n'y en
a pas moins.

Le général Colbert interrompt M. de Boissy
pour lui adresser quelques remarques qui n'ar-
rivent pas jusqu'au rapporteur.

M. de Boissy demande alors si le général a
quelque chose de personnel à dire?

Le général Colbert.—Non.

M. de Boissy.—En ce cas taisez-vous, vous
n'avez pas le droit de parler.

Le général Colbert, se levant:—Vous êtes
un mal appris! (agitation.)

M. de Boissy:—Je suis étonné de cette
interruption qui coupe court aux autres à la
venue.

Le général Gourgaud, de sa place.—Ect-ce
une menace.

M. de Boissy.—Comme il vous plaira. (Con-
fusion.)

De toutes parts:—A l'ordre! A l'ordre!

Une voix:—A la porte! (La confusion est à
son comble.)

Le président.—Il y a une grande différence
entre le rappel à l'ordre prononcé par le président
et le rappel à l'ordre prononcé par la Cham-
bre. La chambre veut-elle rappeler l'honora-
ble membre à l'ordre?

De toutes parts:—Oui! Oui!

La chambre consultée décide, à une immen-
se majorité que M. de Boissy sera rappelé à l'or-
dre.

Le Moniteur ajoute qu'au moment de la lec-
ture de la séance, le chancelier fit venir dans
son cabinet MM. de Boissy et Colbert pour em-
pêcher l'affaire d'aller plus loin, et ensuite, dans
le même but, M. de Boissy et le général Gour-
gaud.

—La Presse dit que le ministre de la marine
prépare un projet de loi pour une nouvelle or-
ganisation des steamers transatlantiques.

—La Revue de Paris dit qu'un renfort va
être envoyé à la flotte de la mer Pacifique, et
qu'on y joindra une commission scientifique char-
gée d'examiner avec soin les atterrages des îles
de la Polynésie.

—On dit aussi que le ministère prépare un
projet de loi de conversion des rentes cinq pour
cent.

—Pendant que la duchesse d'Annam et la
princesse Clémentine de Saxe-Cobourg assis-
taient à St. Roch à un sermon de l'abbé Olivier,
une grenade a fait explosion, à la grande frayeur
des assistants; mais personne n'a été blessé griève-
ment. Il paraît qu'on avait placé la grenade
de façon à ce que la pression de la porte qu'on
ouvrait à chaque instant provoquât la détonna-
tion.

—La nouvelle la plus importante d'Angleterre
est que sir Robert Peel a déclaré dans le par-
lement le 5 mars que le sucre des Etats-Unis
serait admis aux mêmes conditions, d'après la
réciprocité stipulée par les traités, que les sucres
de Java et de Manille.

Le London Times du 4 parle d'un grand in-
cendie qui a dévoré une carterie à Southley,
avec les marchandises qui y étaient entreposées.
On évalue la perte à £60,000—\$300,000.

Les nouvelles d'Espagne sont sans importan-
ce.

Suisse.—L'affaire des Jésuites avance ver-
sion solution. La vérification des pouvoirs ache-
vée, la Diète s'en est occupé immédiatement.
La première question était de savoir si cette af-
faire serait considérée comme fédérale ou com-
me cantonale; c'est à-dire si elle rentre dans
les attributions du gouvernement général ou
dans les pouvoirs respectifs des cantons. Il a été
décidé qu'elle devait être considérée comme fédé-
rale, par une majorité de deux cantons. Il
reste maintenant à savoir si la Diète prendra
elle-même l'ordre d'expulsion des Jésuites. Deux
cantons qui ont voté dans la majorité, ceux de St.
Gall et de Genève, veulent qu'on se contente
d'engager les cantons qui ont admis les Jésuites,
à les renvoyer. Cette opinion moyennement sera
loin de paraître satisfaisante à la majorité popu-
laire qui est fort excitée dans ce moment. Les
grand conseils de quelques-uns des cantons qui
ont donné des instructions pour que la question
restât cantonale, pourraient bien être sous peu
forcés par quelque manifestation populaire à
révoquer leurs premières instructions pour en
donner de plus conformes aux vœux de la majori-
té nationale. Tout porte donc à croire que, lé-
gale ou non, l'expulsion des Jésuites sera pro-
noncée par la Diète.

Artistes Américains en Angleterre.—Deux
artistes américains, qui ont été offrir au juge-
ment du public anglais, ont eu un sort bien dif-
férent. Miss Cushman est aussi exaltée par la
presse de Londres que Forrest, le tragédien, est
vilipendé. La première est placée au dessus
de toutes les actrices vivantes, et c'est à peine si
on accorde que le second sache prononcer
l'anglais et comprendre Shakespeare. Il y a
évidemment exagération dans cet excès d'hon-
neur et d'indignité, et il est regrettable pour
Forrest qu'il n'ait pu se faire entendre à Paris
comme il en avait l'intention. Il est trouvé
là un public dépourvu des préjugés que les An-
glais nourrissent contre les Américains, sous le
rapport du langage et de l'intelligence littéraire.

TEXAS.

Par l'arrivée du navire à vapeur *Marmora*,
nous recevons des journaux du Texas jusqu'à 2
courant. L'annexion est toujours, comme on doit
bien le penser, le thème des discussions de la
presse. Le *Citizen* de Galveston est presque
l'unique journal qui compte encore la mesure;
et cela lui a porté malheur, et lui a fait perdre
des abonnés. Des renseignements qu'on nous
transmet verbalement, portent à croire que l'op-
inion sur ce sujet est presque unanime; et
l'on compte sur un vote des sept huitièmes en fa-
veur de l'annexion.

Les habitants de Galveston ont tenu une
grande assemblée qui s'est prononcée dans ce sens;
et un comité nommé dans cette réunion a rédigé
une adresse où ont été mis en œuvre, avec assez
d'habileté, tous les arguments favorables à
l'annexion.

Aux dernières dates, le gouvernement texien
n'avait encore reçu aucune notification officielle
de l'adoption des Résolutions du Congrès améri-
cain; il n'avait donc pu prendre aucune mesure
à ce sujet.

La corvette anglaise *Electra*, venant de la Ja-
maïque, a apporté aux représentants de l'Angle-
terre et de France des dépêches de leurs gouver-
nements respectifs et tous deux, le capt. Elliott et
M. de Saligny, se sont rendus sur le champ au
siège du gouvernement.

Les nouvelles de l'Ouest disent que tout le pays
entre le Rio Grande et le Rio de las Nueces est
au pouvoir des Comanches, dont l'armée est for-
tée de 800 à 1000 hommes. Tout commerce est
interrompu entre Corpus Christi et San Anto-
nio; un certain nombre de marchands mexicains
ont été pris et tués. Cette invasion des sauvages
a jeté la consternation dans tout le pays rive-
rains du Rio Grande. Des déprédations et des
enlèvements d'hommes, de femmes et d'enfants,
ont lieu journellement. On craint même que les
Indiens n'attaquent Matamoros. Le colonel
Hays, avec un petit corps de vétérans, est sur le
qui-vive pour protéger les frontières.

Le Liverpool Times parle de l'arrivée des su-
cres chargés ici à bord du *Franconia* pour le
marché anglais. "C'est, dit-il, le premier arri-
vage de sucre américain en Angleterre; mais nous
pensons que ce n'est que le commencement d'un
commerce qui deviendra fort considérable si les
nouveaux droits de sir Robert Peel sont adoptés
à leurs chiffres actuels.

"Le sucre reçu par le *Franconia* doit néces-
sairement avoir été chargé avant qu'on put mé-
me soupçonner la réduction des droits proposée
en ce moment, et ont dû par conséquent avoir
été envoyés pour s'assurer si cette dernière pou-
vait s'importer ici à profit avec des droits de 36%.

De sorte que s'il y avait la moindre chance de
réussite avec de tels droits, les sucres ne peuvent
manquer de donner de bons résultats à présent
que le droit est réduit à 24%. Nous sommes à
peu près sûrs qu'ils laisseront un profit s'ils sont
bien choisis; car samedi dernier nous vîmes des
échantillons de deux autres lots de sucre améri-
cain qui laisseront, dit-on, dix pour cent au
moins.

Un correspondant du *New York Herald* dit
que le président Polk ne destituera pas le gé-
néral M. Clay, qui est agent de la marine à la
Nouvelle-Orléans. "Nous pensons qu'on veut
parler de M. Martin Durald, officier naval du
port de la Nouvelle-Orléans. Nous désirons qu'il
soit ainsi, dans l'intérêt du pouvoir comme
dans celui d'un officier auquel on n'a rien à re-
procher.

Une autre correspondant écrit de Washington,
au *Charleston Courier*: "M. Benton a déposé
contre l'ex gouverneur Thomas, du Maryland,
accusé de libelle, dans un pamphlet publié con-
tre sa femme, fille du gouverneur McDowell de
la Virginie, et nièce de M. Benton. M. Thom-
as accuse M. et Mme Benton entre autres
choses, d'avoir fait le mariage qui a si mal tour-
né."

"La plupart des membres du Congrès ont quit-
té la ville. Les quelques-uns qui sont encore ici
sont bien convaincus de l'inutilité de leurs sollicita-
tions pour leurs amis. Les *Whigs* de New
York sont encore ici, en moindre nombre que
précédemment toutefois. Le seul *Whig* dont
ils soient sûrs, c'est que M. Polk est du Tennes-
see, et que les élus sont pris dans ces parages.

"On assure que si M. Calhoun refuse la mis-
sion en Angleterre, on le donnera à un de ses
amis. On a parlé de M. Woodbury, et mainte-
nant de M. Estrope de la Caroline du Sud.

Course à Pied.—La grande course à pied
dont il était question depuis près d'un mois, a été
faite hier. Quatre coureurs seulement ont en-
gagé la lutte: J. Gildersleeve, John Archer,
Thomas Elworth et H. B., concurrent portant
une masque. Le premier a couru dix milles
entiers en 59 minutes, et 50 secondes. Il avait
pris la tête dès le départ; et non-seulement il
maintient cet avantage, mais la distance com-
plètement ses adversaires dont le plus redouta-
ble n'a pas même échoué la moitié de l'épreuve.
Dès le premier tour, H. B., avait disparu. A
son quatrième tour, Gildersleeve avait passé El-
worth, qui n'en était encore qu'à son troisième
et qui n'a pu même l'achever. A son sixième,
il a rejoint Archer qui ne pouvait compléter
son cinquième; et il a donc fait les quatre tours
sans concurrent; et il a noblement gagné la
poule de \$500.—*L'Abécille.*

Philadelphie. De vastes magasins de farine
et de grains sont devenus la proie des flammes
dans la matinée du 22 courant. On croit que
ce sinistre est l'œuvre d'un incendiaire.

Massachusetts. Le jour de St. Patrick à Han-
over, dans le comté de Plymouth, a été marqué
par une rixe entre une douzaine d'ouvriers Irlan-
dais du chemin de fer d'Abington et quelques au-
tres individus. Ces ouvriers étaient allés boire
dans un cabaret; ils y furent ébriés, le maître
de l'établissement voulut les faire sortir, aidé
de quelques-uns qui se trouvaient dans le cabaret;
une lutte s'en suivit, le cabaretier et ses auxi-
liaires qui s'étaient armés de fusils, tuèrent trois
Irlandais. Le cabaretier a été arrêté.

Charleston. Une tentative étrange d'incendie
a eu lieu dans cet ville. On a lancé au milieu
d'une vaste quantité de coton, réunie dans une
cour, une balle, qu'on avait eu soin d'imbiber
d'Alcool et qu'on avait allumée. Par bonheur
cette balle fut aperçue au moment où elle tom-
bait, par le gardien que veille auprès du warf de
la Bourse. Aidé par une autre personne, il en-
tra dans la cour et parvint à éteindre le feu qui
avait commencé à prendre.

Yonca. Ce territoire doit, dans le cours de
ce mois, décider par un vote, si le peuple accepte
la Constitution qui a été rédigée par la Con-
vention nommée à cet effet.

Saïts Divers.

On lit dans la Gazette de Baton Rouge de sa-
medi:
"Accident funeste.—On a trouvé dans le fleu-
ve, proche le moulin à scie, jeudi matin, un ca-
cadavre, qui a été reconnu être celui de M. Samu-
el L. Lewis de cette ville. Le défunt qui était
depuis quelques temps dans un état d'aliénation
mentale, a quitté sa maison vers minuit, lundi
dernier, et n'y est plus retourné. Le lendemain
on a fait toutes les recherches possibles mais
sans succès. Les capitaines du Rainbow ayant dé-
claré qu'un homme répondant à la description du
défunt était tombé dans l'eau en tachant de se
rendre à son bord, et qu'il lui a été impossible
de le sauver, a causé les recherches qui ont réus-
si à trouver son corps. Il n'y a point de doute que
l'infortuné est arrivé à sa fin de cette manière."

"M. Lewis était imprimeur, et était autrefois
rédacteur du *Cincinnati Message*, et plus tard du
Yazoo Democrat. Il laisse une veuve et plusieurs
jeunes enfants à déplorer sa fin prématurée."

On lit dans le *Feliciana Whig*:
"Vol de malle avec éfraction.—"Dans la nuit
du premier avril le bureau de la poste aux let-
tres a été pillé par des malfaiteurs. Leur but
était sans doute de voler les fonds qui pouvaient
s'y trouver.

"On se rappelle que dernièrement et à l'épo-
que du dernier incendie, le bureau de la poste
courant de grands dangers, on s'empressa d'en
emporter le contenu pour le soustraire aux flam-
mes, et dans ce déménagement la caisse con-
tenant les fonds fut ouverte et la majeure partie de
ces fonds volés; quelques négres furent soupçon-
nés, alors de s'en voler, mais il n'y avait pas de preu-
ves suffisantes pour motiver des poursuites.

"Maintenant on suppose que ce sont les mêmes
personnes qui ont commis ce nouveau mé-
fait, puisque le lieu où les fonds de la poste
étaient cachés a été exploré avoisin quelques
sans effet.

"Les sacs contenant la malle du Nord de
mercredi ont été ouverts et pillés. On ne sait
pas s'il y avait des lettres contenant des fonds.
D'ailleurs on ne peut faire aucun reproche au
maître de poste."

Suicide d'un ministre.—Un jeune ministre:
James Jackson, appartenant à l'Eglise Episco-
pale et résidant à Savannah, qui était allé à
Sud pour rétablir sa santé, vient de mettre fin
à ses jours en se noyant dans la Rivière Savan-
nah, probablement dans un accès de folie. James
Jackson était un orateur de la chaire assez dis-
tingué.

Destruction du Coco.—Un Mr. Hertzog a fait
publier dans le *Chronicle* de Natchitoches, qu'il
se rendra partout où ses soins seront réclamés à
l'effet de détruire le coco, cette herbe si abomi-
nable et qui se propage si facilement. Ses condi-
tions sont avantageuses, et il laissera à un comité
d'habitants à fixer la récompense qu'il aura mé-
ritée.

**LE MASSACHUSETTS ET LA CARO-
LINE DU SUD.**
La Chambre des Représentants du Massachu-
setts, dans sa séance du 19 mars, a adopté l'or-
donnance suivante, relativement aux discussions
engagées entre cet Etat et la Caroline du Sud:
"Il est ordonné que le comité auquel a été ren-
voyé le message du gouverneur relatif à la mis-
sion de l'honorable Sam Hoard, dans la Caroline du
Sud, devra rapporter à la législature des résolu-
tions de la teneur suivante, savoir:
"Que le Massachusetts s'abstient pour le pré-
sent de toute action ultérieure dans l'intérêt de
ses citoyens emprisonnés dans la Caroline du
Sud, uniquement à cause de leur couleur, ainsi
que de l'exercice de ses pouvoirs pour protéger le
commerce de ses citoyens, attendu qu'il ne se
peut point faire la moindre violence à la Constitu-
tion des Etats-Unis, dont chaque jour il peut avoir
à réclamer la protection en faveur de ses concitoy-
ens:
"Que la Caroline du Sud ayant par ses autori-
tés constituées, fermé l'accès aux Cours des
Etats-Unis, mégarant dans ses limites, il devient
du devoir du gouvernement général d'assurer
aux citoyens de notre République, pendant leur
séjour dans d'autres Etats, tous les droits qui
leur sont garantis par la Constitution des Etats
Unis:
"Et que le Massachusetts demande mainte-
nant, et continuera à demander, que le gouver-
nement général fasse dans la juridiction des
Cours fédérales tels changements, ou adopte
telles dispositions de lois que tout citoyen du
Massachusetts qui sera emprisonné dans la Caro-
line du Sud, pour le seul motif de sa couleur, soit
autorisé à faire valoir ses droits à la liberté devant
les Cours des Etats-Unis et à réclamer leur protec-
tion; et que nos sénateurs et nos représentants
soient requis de ne perdre aucune occasion de
rappeler ce sujet à la considération du Congrès.
Cette ordonnance a été soumise à l'examen
du Sénat, et ce corps semble devoir ap-
porter encore dans la question plus de réserve
que la Chambre des Représentants.

"Après la lecture des résolutions de la Cham-
bre, M. Adams, président du comité spécial au-
quel la question appartient, s'est chargé d'expli-
quer l'opinion de ses collègues. Le comité pense
que, tant qu'il n'y aura point sur ce sujet de
modification dans l'opinion des Etats-Unis, il
paraitrait inutile d'adresser de nouvelles ré-
clamations au Congrès. Des juristes célèbres et
respectables, même à Boston, soutiennent que
les lois de la Caroline du Sud ne sont pas incon-
stitutionnelles; et tant qu'il existera ainsi des
opinions contraires dans cette question, il faudra
la laisser reposer. Seulement on pourrait répon-
dre au sénat la, examiné et jugé. Ce document
exprime l'opinion unanime du Massachusetts. Il
a déjà provoqué une réponse d'un membre du
Congrès de la Caroline du Sud, qui a cru pou-
voir s'exprimer au nom de l'Etat après l'appro-
bation de la Législature; et l'on doit se féliciter
que des défenseurs reconnus déjà qu'il y a quel-
que chose à faire pour la Caroline du Sud. Du
reste M. Adams est disposé à laisser la question à
la discrétion du Sénat. Sur motion, les résolutions
ont été renvoyées à un comité qui fera un rapport
sur leur utilité."—*L'Abécille.*

Pierre Lithographique dans le Canada. M.
Logan, qui fait en ce moment le relevé géologi-
que du Canada, vient de découvrir près du lac
Simcoe des couches considérables de pierre li-
thographique; ces couches s'étendent sur une
espace de soixante à soixante dix milles. La
pierre paraît d'une excellente espèce, et le Cana-
da va pouvoir désormais faire pour cet article
une concurrence redoutable à l'Allemagne qui
en avait le monopole.

REFORMES FINANCIERES DE SIR ROBERT PEELE.

Dans l'exposé de la situation financière de la
Grande Bretagne que sir Robert Peel a présenté
le 14 février dernier à la Chambre des Com-
munes, le premier ministre a demandé la prolon-
gation pour trois ans de la taxe générale sur les
revenues et proposé en même temps de fortes ré-
ductions dans les droits qui frappent certains ar-
ticles d'importation. Cette réforme finan-
cière est d'une très haute gravité; elle est le
commencement d'une révolution dans l'organi-
sation douanière de la Grande Bretagne; elle
est aux yeux de bien des gens, un pas immense
vers la réalisation du système de liberté com-
merciale. Elle est pour les Etats-Unis d'une
importance majeure, et qui devra appeler l'at-
tention de nos hommes d'Etat; en effet elle a
évidemment été provoquée en partie par les in-
quiétudes que notre redoutable rivalité com-
merciale inspire au gouvernement Anglais; elle doit
exercer nécessairement un influence sur nos
relations avec l'Angleterre. Il faut donc en ten-
tant compte, en examiner la base, en étudier l'ap-
plication et savoir ce que nous avons à en atten-
dre ou à en redouter. Voyons d'abord sommaire-
ment en quoi consiste cette réforme.

Les droits sur le sucre éprouvent une forte ré-
duction, et ce sera sans doute ce chapitre qui af-
fectera le plus vivement les recettes du fisc. Le
sucre brut qui paie aujourd'hui 25 sh. ne paie-
ra plus que 14 sh. C'est une réduction de 11 sh.
9d. Le sucre étranger, produit du travail libre,
paiera 25 sh. 2d., laissant en faveur des sucres
des colonies anglaises, un droit différentiel de 9 sh.
4d. Le droit qui pèse actuellement sur le su-
cre colonial est de £1, 15 sh. 9d., et sur le sucre
colonial de £1, 5 sh. 3d. La perte immédiate
qu'éprouvera le Trésor, par suite de cette réduc-
tion, est évaluée à £1,300,000, ou environ \$3,
250,000.

L'industrie anglaise que la concurrence de
l'industrie américaine menace principalement,
attire ensuite l'attention de Sir Robert Peel;
le droit de 12 1/2 pour cent sur le coton en laine,
droit qui mettrait les fabricans anglais dans
un grand désavantage, auprès des fabricans de
l'Union, en ce que concernant les gros tissus, sera
entièrement supprimé; et ce sera pour le reve-
nu une perte actuelle de £650,000 ou \$3,250,
000. Cette réduction et la précédente sont cel-
les dont naturellement nous devons nous préoc-
cuper le plus.

D'autres modifications, quoique importantes
aussi au point de vue de l'Angleterre, le sont
peu ou point à celui des Etats-Unis. Dans le
département de l'Académie, le droit d'encre dans
le transfert des propriétés, sera aussi entièrement
supprimé. Il remonte au commencement de la
guerre d'Amérique; il est fort onéreux; et déjà
on y avait introduit de nombreuses exceptions;
on trouvait d'ailleurs moyen de l'éviter souvent.
Le droit qui frappe la manufacture de verre en
Angleterre et qui s'élève à environ 300 pour cent,
sera également supprimé. D'après Robert Peel,
cette suppression sera plus avantageuse à la popu-
lation que ne l'est une réduction du droit
des portes et fenêtres. "On calcule, dit-il,
qu'il y a dans la Grande Bretagne 8,500,000
maisons, et cependant il n'y en a que cinq cent
mille qui soient assujetties à l'impôt. Il y a donc
trois millions de maisons qui manquent du verre
nécessaire à leur état de salubrité et dans lequel
la suppression de cette taxe permettra d'en
employer. La perte du Trésor sur cet article se-
ra de £3,340,000 ou \$3,081,000.

Tous les droits d'exportation, sans exception,
sont supprimés. Une partie de ces droits avait
déjà été abolie en 1843; mais il en restait encore
quelques uns, celui de charbon par exemple
dont l'application privera le revenu de £120,
000, ou \$570,000.

Outre ces réductions capitales, sir Robert Peel
en propose d'autres tout-à-fait secondaires. Le
tarif anglais des vins a été abaissé de cent
pour cent, et les droits sur quatre cent trente
parfois, qu'il se trouvent la suite, le clavier, le
lin, les bois pour la fabrication des meubles, les
minerais, sauf le minerai de cuivre, le fer et le
zinc, à leur premier degré de fabrication, les
articles de teinture, les drogues, etc. A la première
cause de réductions paraissent fort considérables
à cause de leur nombre; mais au résultat elles
n'augmentent le revenu qu'environ £250,000 ou
\$1,250,000. Le revenu des douanes est produit
presque entièrement par une dizaine d'articles,
qui sont des articles de consommation; le beur-
re, le café, le blé, le sucre, les giroflées, les rai-
sins de Corinthe, les alcools, le thé, le tabac et
le vin. La suppression de quatre cent trente
articles n'est, somme on le voit, l'un fort bien
servi, qu'une mesure de simplification.

La diminution qui doit être opérée toutes ces
réductions, grandes et petites, dans la somme des
recettes est évaluée par sir Robert Peel à \$3,
530,000 ou \$1,025,000; et pour faire face à
ce déficit le premier ministre ne compte, ou le
sait, que sur la taxe du revenu (income tax)
dont il demande la prolongation pour trois ans.
Elle doit produire environ £3,400,000 ou \$16,
350,000; ce qui couvrira, et au-delà, la diffé-
rence. L'équilibre que sir Robert Peel a su éta-
blir dans les finances britanniques, se trouverait
donc maintenu, du moins pour trois ans.—*L'Abécille.*

Nous trouvons dans le *Charleston Mercury*,
des nouvelles du Havre jusqu'au 2:
Les recettes du Chemin de Fer de Paris à
Rouen, ont augmenté d'une façon notable. Du
23 au 27 janvier 1845 comparées avec celle de
la même période en 1844, elles donnent une
augmentation de 37,105 francs—sur le chemin
de Paris à Orléans, la recette comparative de six
jours s'est augmentée de 18,712 francs.

—La Cour de Cassation a décidé